

Journée d'études du GI
**« Les ONG de développement face à l'urgence : enjeux et stratégies
d'adaptation »**

**La gestion et la prévention des inondations en Mauritanie :
retour sur l'expérience du GRDR**

YVAN LE COQ, GRDR

**Introduction : les inondations en Mauritanie, un phénomène ancien et récurrent,
aux déterminants climatiques et socio politiques**

A l'instar de tous les pays sahéliens, la Mauritanie connaît des épisodes climatiques extrêmes, tantôt secs, tantôt humides. Les pluies, violentes et abondantes, se répartissent quelquefois sur une période très courte ce qui entraîne une hausse soudaine des cours d'eau permanents (fleuve Sénégal) et temporaires (réseau dense d'oueds du sud du pays). D'après le GIEC, le réchauffement climatique se traduira dans cette région par l'augmentation de la fréquence de ce type d'évènements.

Les crues du fleuve Sénégal ont longtemps été considérées comme un bienfait par la population riveraine. Celle-ci a de tout temps connu des inondations saisonnières et s'y est adapté (développement d'un habitat temporaire ou en matériaux locaux...).

Plusieurs éléments sont venus accentuer la fréquence des inondations et modifier la perception du phénomène.

En l'espace de 50 ans, la population rurale a quasiment doublé, voire triplé dans les zones riveraines du fleuve Sénégal. Nomade à 75% dans les années 1960, elle est aujourd'hui sédentaire à près de 90% (source : ONS).

Le processus de sédentarisation de la population en milieu rural, s'est accentué lors de la « grande sécheresse sahélienne » (1970-1985), en l'absence de politique d'aménagement du territoire. C'est en fait la structuration du réseau hydrographique qui a largement déterminé la géographie de sédentarisation¹ : la plupart des hameaux créés depuis cette période se situent ainsi à proximité des oueds où il est possible de cultiver (report d'eau), de trouver du fourrage et de s'approvisionner en eau (puisards permettant d'accéder à la nappe alluviale). Parallèlement à cela, les capitales régionales et les plus anciens villages ont vu leur population croître. De nouveaux quartiers sont nés tandis que d'autres s'étendaient. La reprise de la pluviométrie observée depuis les années 2000, a révélé que les nouvelles habitations ont été construites en zones inondables.

Par ailleurs, la médiatisation importante des inondations touchant régulièrement Nouakchott et d'autres villes du pays (Rosso, Tintane..) a fortement modifié la posture des ruraux face à ce phénomène: évènement considéré comme quasi normal il y a 50 ans, les inondations sont devenues dans le discours commun une « catastrophe naturelle », justifiant la mobilisation d'une aide matérielle (naissance d'un discours d'opportunité).

¹ Le réseau routier alors en construction (notamment la « route de l'espoir » achevée en 1982) a aussi drainé une population nombreuse.

1. Les inondations de 2007.

- Des impacts importants, une médiatisation déséquilibrée :

L'année 2007 a été marquée par des pluies orageuses particulièrement concentrées : entre le 30 août et le 2 septembre (soit 4 jours) il a plu 40% du cumul de l'année. L'impact de ces pluies s'est particulièrement fait ressentir dans les zones riveraines du fleuve Sénégal et des principaux oueds du pays.

A titre d'exemple, à Kaédi, capitale régionale du Gorgol, l'un des principaux périmètres irrigués (PPG2²) a été intégralement inondé suite à la rupture de la digue de protection. Dans la commune de Boghé (wilaya du Brakna), la surface détruite représente environ 15% des périmètres rizicoles semés. De nombreuses digues ont également été détruites³.

La situation connue par la ville de Tintane, située à l'intérieur des terres entre Aïoun et Kiffa, a pourtant occulté les problèmes survenus dans le centre- sud du pays (Brakna, Gorgol et Guidimakha) ; la plupart des actions se sont ainsi initialement concentrées sur la ville de Tintane.

- Posture du GRDR face à l'évènement.

Le GRDR a été fortement sollicité par les habitants des territoires dans lequel il est implanté depuis les années 1980 (Guidimakha et Gorgol).

L'association, en partenariat avec CARITAS Mauritanie (implantée au Brakna) et la Délégation de Union Européenne, a organisé une mission pour évaluer rapidement l'impact des pluies dans le Brakna, le Gorgol et le Guidimakha au cours de laquelle des élus locaux et services déconcentrés ont été rencontrés. Cette mission a aussi permis de mieux appréhender l'origine des inondations (cf. introduction) et de sensibiliser les bailleurs à la nécessité de mettre en œuvre une action dépassant la logique d'urgence.

2. La réponse du GRDR et de ses partenaires.

Le GRDR et CARITAS Mauritanie ont ainsi construit un projet de 18 mois comprenant 3 axes:

- Un axe **prévention des inondations**.

Le projet devait permettre aux communes et autorités régionales de mesurer collectivement le risque inondation pesant sur leur territoire tout en se dotant d'outils susceptibles de les aider à se préparer à de futures inondations. Il a aussi permis de faire émerger un débat sur les questions d'aménagement du territoire au sein d'espaces de concertation multi acteurs. Cet axe représentait à lui seul 40% du budget.

- Un axe « **post urgence** », centré sur la réhabilitation de dispositifs d'assainissement de points d'eau stagnante et de puits au sein des communes les plus touchées par les inondations.

Ces actions ont permis de répondre aux besoins prioritaires des communes. Ceux-ci ont été évalués par les communes elles mêmes, en lien avec l'équipe projet. Les chantiers de réhabilitation ont été suivis par une « co maîtrise d'ouvrage », regroupant les communes et le GRDR/ CARITAS.

² Petits Périmètres Gorgol n° 2

³ Source : SONADER (Société Nationale pour le Développement Rural)

- Un axe « **urgence** »

Cet axe a été consacré à la distribution de « kits d'urgence » (bâche, eau de javel, marmite et couverture). Il venait compléter les distributions de vivre effectuées par d'autres opérateurs (PAM et CSA).

Ces deux derniers axes représentaient 11% du budget global.

3. Bilan du projet : quels apports d'une ONG de développement pour répondre aux inondations en Mauritanie ?

Ce projet aura contribué à faire évoluer la perception des bailleurs de fonds sur le phénomène des inondations. Le GRDR et CARITAS Mauritanie ont ainsi été en mesure de convaincre l'Union Européenne de mobiliser des fonds régionaux et d'accepter de revoir les ratios classiques imposés par les bailleurs d'urgence comme ECHO (50% des fonds sont généralement destinés au financement de matériaux). D'importants moyens ont ainsi été consentis aux activités de prévention des inondations. Le GRDR et CARITAS Mauritanie ont pu aussi mobiliser les partenaires clés des régions (Région Centre en coopération décentralisée avec le Gorgol).

Les porteurs de ce projet, qui disposent d'une connaissance approfondie des territoires touchés par les inondations, ont été en mesure de relativiser le « discours d'opportunité » tenu par certains acteurs. Ils ont ainsi conçu une action s'intégrant dans une réelle dynamique de développement local (maîtrise de la décision et de l'action par les territoires). La coproduction de notes de contextes régionaux comprenant des cartes de synthèse facilement utilisables et l'émergence de cadres régionaux de concertation sur l'aménagement du territoire comptent parmi les acquis les plus importants du projet.

Conclusion : « L'urgence », agent stérilisateur des dynamiques territoriales.

L'expérience présentée ici se démarque assez largement des interventions menées par les opérateurs d'urgence qui, en Mauritanie, occupent une place de plus en plus importante, que l'on aborde la question des inondations ou de l'insécurité alimentaire. Ces opérateurs occupent souvent une place considérable dans les espaces de décision et parviennent à imposer une vision des territoires basée sur une analyse conjoncturelle de l'information ; ils mettent ainsi en relief presque chaque année des « situations d'urgence ». L'intervention prolongée de tels opérateurs menace de stériliser les dynamiques territoriales accompagnées par d'autres acteurs.

La production d'une contre information basée sur une analyse rétrospective et prospective des territoires apparaît dans un tel contexte nécessaire pour mieux appréhender les déterminants des phénomènes fortement médiatisés. Cette information doit permettre de proposer des actions susceptibles de répondre à la fois à des situations d'urgence réelle et à la nécessité de consolider les dynamiques territoriales.